

# EGIS RAIL OU L'ETAT FRANCAIS PARTENAIRE DE LA COLONISATION!

Alors qu'Israël affiche toujours plus de mépris pour le droit international, des entreprises françaises et européennes font des profits sur les conditions imposées par l'occupation de la Palestine.

**Egis Rail**, société d'ingénierie et de conseil dans les transports urbains et ferrovières basée à Lyon, et filiale à 100% de la Caisse des Dépôts et Consignation, assiste la municipalité de Jérusalem dans la réalisation de 3 lignes de son futur tramway. Celui-ci reliera notamment Jerusalem Ouest aux blocs de colonies implantés dans la partie palestinienne de la ville (200 000 colons), visant ainsi l'irréversibilité de la colonisation.

=> **Egis Rail** peut-elle ignorer que la totalité de la ville a été annexée par Israël en 1967 et qu'en répondant à cet appel d'offre, elle reconnaît une autorité illégale sur la partie Est?

=> **Egis Rail** peut-elle ignorer que le Droit international, notamment la décision de la Cour Internationale de Justice de 2004, déclare illégale "*toute infrastructure ou autre projet servant les colonies ou agissant pour perpétuer leur existence*"?

=> **Egis Rail** peut-elle ignorer qu'un nettoyage ethnique de la composante palestinienne de la ville s'opère jour après jours?

=> Enfin, la société civile peut-elle accepter qu'une entreprise de capitaux publics, puisse collaborer à une politique raciste en notre nom?

En décembre dernier, la cours d'Appel de Versailles a déclaré recevable la plainte déposée contre les sociétés françaises Véolia et Alstom qui se sont engagés dans la construction et l'exploitation de ce même tramway. Mais au-delà des institutions, c'est l'action des ONG et de la société civile qui est déterminante, car grâce à leurs mobilisations, Véolia a perdu plusieurs milliards d'euros de contrats en Suède, en Grande Bretagne, en Australie et en France dans le cadre de la **Campagne Boycott Désinvestissement Sanction** ([www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org))

Cette campagne est née suite à **un appel palestinien de 2005** sur le modèle de celle menée contre le régime d'**Apartheid en Afrique du Sud**. Face au constat de l'éternelle inaction de la communauté internationale pour mettre fin aux crimes israéliens, le BDS est une réponse non violente de la société civile. Il a pour objectif de faire pression économiquement sur le régime d'apartheid israélien et représente un contrepoids à la politique de nos Etats qui réhaussent sans cesse leurs relations économiques, militaires institutionnelle etc... avec ce pays.

Aujourd'hui la **campagne BDS**, relayée dans plusieurs pays, notamment par les anticolonialistes Israéliens, a obtenu plusieurs succès. On peut citer les exemples récents du plus gros fond de pension suédois, AP, excluant de son portefeuille d'action la société israélienne Elbit System qui fabrique des appareils de surveillance pour le Mur.

Cette campagne, signée en France par plusieurs associations a pris un essor important depuis les massacres de Gaza, et nous appelons à l'amplifier.

**Aujourd'hui nous demandons à la société Egis Rail de se désinvestir du projet de tramway de l'apartheid.** Nous nous mobiliserons contre elle tant qu'elle se rendra complice de ce crime de guerre. Après le peuple palestinien, Israël assassine des militants internationaux, où cela va-t-il s'arrêter? Quel est l'avenir de la paix au Proche Orient?

**ASSEZ DES MOTS, PASSONS A L'ACTION !!!**



[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)